

**Discours du Président Sassoli  
à l'Institut Jacques Delors**  
Vendredi 29 Novembre 2019

Mesdames, Messieurs,  
Cher Enrico,

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser à cet auditoire placé sous l'égide de Jacques Delors. Je suis ravi de le faire en présence de mon ami Enrico Letta. Vous avez de la chance de l'avoir pour Président.

Jacques Delors, ce grand homme d'État, un des trois citoyens d'honneur de l'Europe, avec Jean Monnet et Helmut Kohl, est une source d'inspiration pour mon action politique et celle du Parlement européen, comme il guide la vôtre.

Pendant ses dix ans à la tête de la Commission européenne (1985-1995), il a su réinventer l'Europe. Il fait partie de ceux qui lui ont permis d'affronter les défis d'un monde qui a davantage changé pendant ces dix années que pendant les trois décennies précédentes.

Alors que la Communauté était sur la voie du marché unique, l'impulsion géopolitique a été donnée par la Chute du Mur de Berlin dont nous venons de célébrer le 30ème anniversaire. Le monde de l'après-guerre en a été bouleversé, pour le mieux espérait-on alors. C'était le triomphe de la démocratie, du libéralisme et du multilatéralisme. Il nous a cependant fallu assez vite faire face à d'autres réalités. La transition a aussi apporté son lot de drames.

N'oublions pas qu'alors, l'Europe brillait par son impuissance face à la guerre en ex-Yougoslavie, la plus meurtrière depuis la Seconde Guerre mondiale. La Communauté européenne n'avait alors pas les moyens de faire face à de telles crises à ses frontières.

Malgré cela, ou grâce à cela, les dirigeants de l'époque ont compris que l'Europe devait être à la fois réunifiée et renforcée. Avec eux, Jacques Delors a eu la vision et le courage de mener de front les premières discussions visant à l'élargissement et l'approfondissement institutionnel. Et ce fut un succès. Que serait l'Europe actuelle sans cela ?

C'est en mettant en perspective ces événements que nous pouvons prendre conscience que l'élargissement a été une chance. Il a stabilisé le continent et apporté la prospérité au plus grand nombre. C'est également à ce moment qu'ont été adoptés les changements institutionnels qui ont façonné l'Union actuelle et ont renforcé sa puissance politique.

Néanmoins l'Europe telle qu'elle était sous sa présidence a changé. Le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde de 1995. Face à ses défis, nous, responsables européens, devons retrouver la vision, le courage et l'ambition qu'a eu Jacques Delors. Il nous faut, collectivement, reprendre le flambeau.

En cette période de grands changements, dans un monde qui va toujours plus vite, et qui nécessite des adaptations de plus en plus fréquentes, la vision de Jacques Delors doit nous inspirer. Il a été soutenu par les dirigeants européens de l'époque. Nous, en tant que responsables des instances européennes, la Commission, le Parlement et le Conseil, devons préparer l'Europe du futur.

Malgré ses problèmes, l'Europe actuelle est forte, économiquement et socialement, elle est hautement développée. Elle est un havre de paix attractif pour ses voisins. Elle est capable de gérer des crises importantes dans son voisinage, comme au Sahel, même si elle reste vulnérable à d'autres, comme au Moyen-Orient. Cependant, le changement du monde autour de nous s'accélère, portant un modèle de développement très technologique mais pas toujours très démocratique. Les inégalités augmentent dramatiquement. Si notre modèle social garantit encore la protection des plus faibles, il est fragile.

En mai dernier, plus de la moitié des citoyens européens se sont rendus aux urnes pour élire leurs députés au Parlement européen. On décrit l'Europe comme victime d'un déficit démocratique criant depuis des années. On clame à l'envie que les citoyens n'ont que faire d'une bureaucratie bruxelloise éloignée de leurs préoccupations. Pourtant, le taux de participation a atteint les 51% en mai dernier. Les jeunes, notamment, ont participé plus activement le jour du vote, ainsi que lors de la campagne qui l'a précédé.

Cela ne veut pas dire que les problèmes sont résolus mais que les citoyens comprennent que l'Europe fait partie de la solution. En tant qu'Européens convaincus, nous devons bien sûr nous en réjouir. En tant que responsables politiques, nous devons nous mettre au travail et répondre à ces attentes. Les décevoir, une fois de plus, ne ferait que renforcer les populistes déjà bien trop nombreux.

Nous ne devons pas oublier que l'Europe est née sur les décombres de la Deuxième Guerre Mondiale suite à l'une des plus grandes tragédies de son histoire. Elle a été capable d'agréger des pays qui se faisaient la guerre depuis des siècles. Suite à la Chute du Mur de Berlin, elle a su intégrer les pays sortant du système communiste sans violence et sans drame, en répondant aux aspirations de liberté et de démocratie des citoyens.

Il est cependant incroyable que le démon que nous croyions disparu, l'antisémitisme, refasse surface en Europe. Il a failli nous perdre une fois, ne le laissons pas nous gangrénier à nouveau.

Comme vous le savez, notre Parlement s'est rapidement mis au travail. Sa première action a été d'élire la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Dès ses premières semaines en fonction, le Parlement a démontré que la situation est différente d'il y a cinq ans. Le taux de participation lui a donné une nouvelle vigueur, un nouveau visage. Sa composition a été largement renouvelée, avec 61% de nouveaux élus. Ce sont des députés plus jeunes en moyenne, et il y a plus de femmes, ce qui est une bonne nouvelle. Cette assemblée est aussi plus morcelée.

Alors que les deux grands groupes avaient à eux seuls une majorité relativement confortable dans la précédente législature, il faut maintenant composer à trois ou quatre groupes. Ce Parlement doit donc être celui de la recherche de consensus et d'un sens accru du compromis.

Il l'a démontré dès le mois de juillet. Alors que plusieurs groupes politiques ont pu être déçus de l'échec du processus dit des *Spitzenkandidaten*, certains y ont vu un affaiblissement du Parlement au profit des États membres et de leurs compétences institutionnelles. Je suis au regret de leur annoncer qu'ils ont fait ce constat un peu trop vite.

Certes, les compromis sont plus difficiles à obtenir. Cela fait partie de la confrontation politique constitutive d'un Parlement et a également eu un effet sur l'approbation de la candidature de Madame von der Leyen. Bien qu'étant désignée par l'ensemble des États, elle n'a obtenu qu'une courte majorité, après avoir dû amender son programme à la demande des groupes politiques. Depuis, elle a encore dû y apporter des inflexions, ce qui a permis au Collège des Commissaires d'être plus largement élu avant-hier.

En effet, le processus des auditions a encore alimenté des aménagements du programme de la Commission. Les députés ont exprimé leurs doutes, voire plus, sur certains candidats mais aussi sur le contenu de certains portefeuilles. Ils ont ainsi reflété la demande des citoyens pour plus de transparence et de probité. Le Parlement a exercé ses compétences de façon responsable et démocratique, en respectant ses procédures. Il est notable que, comme la participation aux élections, l'intérêt médiatique pour les auditions a été en forte augmentation. Entre le 10 septembre et le 10 octobre, ces auditions ont été couvertes à plus de 9000 reprises par les médias : 2400 articles, publiés par 73% des sources écrites et en ligne, et une couverture télévisuelle par 59% des chaînes.

Ce processus, loin d'affaiblir la Commission, et le Parlement, renforce la légitimation démocratique de ces institutions. Il a permis d'entamer un dialogue très positif et constructif entre le Parlement et la Commission. En revanche, les injonctions de certains États membres auprès de leurs députés n'ont pas eu l'effet escompté.

Il est vrai qu'aucun des *Spitzenkandidaten* n'est à la tête de la Commission, mais le programme des cinq prochaines années a été largement amendé par les députés. Le Parlement a démontré qu'il serait celui qui donne l'impulsion politique. Ce qu'il a formellement perdu en juin, il l'a regagné au cours de l'automne.

Au terme de cette séquence d'installations des institutions, le Parlement s'est révélé être une institution véritablement « communautaire » et mature. Il est au centre de la démocratie européenne et donne l'impulsion politique. Il a agi de façon transparente et responsable.

Depuis des années, les États n'ont eu de cesse de chercher à diminuer la Commission, institution supranationale par excellence. Le Parlement actuel est celui qui défend les couleurs européennes, dans leur diversité, avec des majorités à construire, pour le plus grand bénéfice des citoyens. Et il le fera, et le fait d'ores et

déjà, avec une Commission forte, capable d'initiative. Forte car elle agira, avec le Parlement, et nous espérons avec les États, pour répondre aux attentes des citoyens.

Les enjeux sont énormes. Des enjeux démocratiques pour commencer. Les mouvements et tendances populistes ont de plus en plus d'écho auprès des citoyens et leurs idées se répandent dangereusement. Cela pèse sur le Parlement. Les groupes pro-européens doivent faire corps, pas pour sauver l'ordre établi mais pour relever les défis du futur. Au niveau européen, comme dans nos États, ce n'est pas seulement un choix entre des actions politiques. C'est un choix de société et d'avenir qui se pose à nous. Nous savons bien, et nous le constatons déjà dans trop de pays, que ces partis au pouvoir s'éloignent de notre façon de concevoir la démocratie et les libertés publiques.

Il nous faut comprendre les peurs qui jettent nos concitoyens dans ces bras-là. Il faut répondre à leurs attentes, relever les défis. Et les enjeux ne manquent pas : climatiques, défis technologiques, crises à nos frontières ayant un impact sur notre politique migratoire, mais aussi vieillissement inédit de notre population. Plus fondamentalement nous devons sauver le modèle social européen cher au cœur de Jacques Delors.

Je l'ai déjà dit, les inégalités augmentent et elles font le lit du populisme. Nous ne pouvons pas laisser tant de nos concitoyens sur le bord de la route. Mais les inégalités ne sont pas qu'économiques et sociales. Elles sont aussi géographiques ou culturelles. Plusieurs mondes se développent en parallèle en Europe: entre le centre et la périphérie, les villes et les campagnes, ceux qui ont accès aux services, à l'éducation, aux voyages qui ouvrent l'esprit, et les autres. Nous devons repenser l'inclusion.

L'attention médiatique se concentre souvent sur ceux de nos concitoyens qui s'opposent à l'idée européenne. Ils devraient mettre davantage en lumière les milliers qui chaque jour, par leurs actions, font vivre la solidarité et ce modèle social européen dont nous sommes si fiers. Je pense particulièrement aux bénévoles des Restos du Cœur que j'ai rencontrés lors de ma précédente visite à Paris, en octobre dernier. C'est la somme de ces engagements qui fait la grandeur de l'Europe.

Et permettez-moi de rappeler au passage que les Restos du Cœur, comme de très nombreuses associations, sont largement financés par le Fonds européen pour l'aide aux plus démunis, inspiré par Jacques Delors. Le Parlement se bat pour ce fonds, je suis heureux de le rappeler ici.

Les jeunes de nos pays nous rappellent l'urgence climatique. Beaucoup sont très déterminés et leur engagement doit faire notre fierté. Ils nous rappellent que notre modèle de développement doit être adapté. Il fait trop de dégâts en plus de créer trop d'exclus. Le Green New Deal sera au centre de l'action de la nouvelle Commission et c'est une bonne chose. Dès le 11 décembre prochain, la Commission présentera au Parlement une série de propositions, en séance extraordinaire.

En effet, l'Europe doit faire de ces défis une chance. Nous en avons les capacités. Nous devons nous en donner les moyens. Une de nos premières tâches, maintenant que la Commission est en place, est de négocier le Cadre Financier Pluriannuel et les programmes qui l'accompagnent. Le Parlement est ferme et résolu dans sa demande d'augmentation du budget de l'Union, pour le porter à 1,3% du RNB. Pour cela le Parlement ne demande pas qu'une augmentation des contributions des États. Nous voulons davantage de ressources propres. Elles vont dans le sens de l'intégration européenne, en plus d'apporter un bol d'air budgétaire.

Ce n'est pas une bataille de chiffres. C'est se donner les moyens de répondre aux enjeux du futur. D'adapter notre économie au changement climatique, à la révolution digitale et à l'intelligence artificielle, de maintenir et moderniser nos systèmes de solidarités, dans et hors de l'Union européenne.

Ces sujets sont liés. Par des efforts politiques et budgétaires, nous pouvons moderniser notre économie, la rendre plus « verte », en veillant à ce que tout le monde se sente protégé par une transition juste. Ce n'est pas ici que je dois rappeler que la crise des gilets jaunes a commencé à cause d'une écotaxe. L'intention politique était excellente mais elle n'a fait qu'exacerber un sentiment d'injustice et de déclassement d'une partie de la population. Il va falloir soutenir davantage une grande partie de notre population dans cette période. L'Union européenne va se doter d'un Fonds de transition juste. Il devra être suffisamment approvisionné, avec de nouvelles ressources. Cela ne suffira pas, toutes nos politiques devront être adaptées.

Le Parlement sera extrêmement attentif à ces développements. Vous aurez compris que cette Assemblée ne se laissera pas facilement impressionner par les menaces ou le chantage. Nous avons joué un rôle constructif dans la définition du programme de la Commission, nous voulons maintenant avoir les moyens de le mettre en œuvre. J'ai déjà posé la question aux chefs d'État et de gouvernement : qui veut porter, le cas échéant, la responsabilité de l'échec de la Commission von der Leyen ? Ce ne sera pas la Parlement !

Pour affronter ces nombreux défis, l'Europe ne doit pas craindre une remise en question de son mode de fonctionnement. Cette semaine, j'ai pris connaissance avec grand intérêt de la note franco-allemande sur la Conférence sur le Futur de l'Europe.

Le Parlement a également commencé ses réflexions dans le cadre d'un groupe de travail. Notre Assemblée adoptera une résolution en janvier dans laquelle nous exprimerons nos demandes essentielles. Sans vouloir préjuger des résultats de nos travaux, quelques idées font déjà consensus : le système dit des Spitzenkandidaten ; les listes transnationales ; une loi électorale commune ; et l'utilisation de toutes les possibilités du Traité, y compris les clauses passerelles.

Nous attendons également la réaction des autres États membres à l'initiative franco-allemande lors du prochain Conseil européen (12 et 13 décembre) et la Communication de la Commission le 18 décembre.

Ainsi, d'ici quelques semaines, les trois institutions auront leur position pour réellement commencer le travail commun.

Avec la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen et le Président du Conseil Charles Michel, nous sommes décidés à dédier le temps et les efforts nécessaires à la Conférence. Le calendrier proposé par la France et l'Allemagne est ambitieux. Il répond à l'attente des citoyens. J'apprécie particulièrement que les politiques, et pas seulement les institutions, soient mises en avant. C'est aussi le souhait du Parlement. Pour nous, la réflexion institutionnelle doit aller de pair, et en parallèle, avec le débat sur les politiques.

Le rôle des citoyens lors de la réflexion sur les politiques sera fondamental. À cet égard, le Parlement est prêt à mettre ses ressources à disposition. Nous avons des relais dans tous les États membres qui ont été très actifs pendant la campagne électorale. Dans la proposition franco-allemande, il manque en revanche la dimension parlementaire, première source de représentation des citoyens. Tout au long du processus, le Parlement européen veillera à associer ses homologues nationaux.

Mesdames, Messieurs, l'Europe n'est pas une entité abstraite. L'Europe, ce sont les Européens. Il faut en finir avec cette idée trop souvent répandue que l'Europe s'est construite contre les citoyens. Qu'elle est une forteresse à Bruxelles. L'avenir de nos concitoyens doit être au centre de nos politiques. Nous parlons d'enfants, de femmes, d'hommes, pas de statistiques. C'est aussi vers cela que doit tendre la conférence sur le futur de l'Europe.

De plus, nous ne pouvons pas ignorer l'attractif que représente encore notre Union. Au lieu de le redouter, nous devrions en être fiers. Les quelques pays qui frappent à notre porte font des efforts considérables pour se réformer. Nous ne pouvons pas leur demander des efforts, leur fixer des critères, puis se dérober quand vient l'heure de la décision. Il en va de notre crédibilité.

La position du Parlement est très claire à cet égard. Nous sommes aussi critiques mais nous voulons continuer à travailler avec ces pays, et surtout leur faire confiance. Faire confiance à leur jeunesse. Comme je l'ai évoqué au début de mon intervention, nos prédécesseurs nous ont démontré que processus d'élargissement et d'approfondissement ne sont pas incompatibles. Ne nous cherchons pas de faux prétextes !

L'Europe n'est puissante que lorsqu'elle ne se referme pas sur elle-même et qu'elle est un modèle pour le monde. N'ayons pas peur de notre puissance mais soyons-en fiers et utilisons-la au mieux. La puissance de l'Europe n'est pas d'imposer mais de guider ; d'écrire les règles de la mondialisation pour aider ses partenaires à atteindre les plus hauts standards démocratiques, écologiques ou d'équité économique et sociale. Nous devons rester le continent qui défend le multilatéralisme ; qui se bat pour un monde ouvert et tolérant où chacun puisse s'exprimer et faire valoir ses droits.

Je voudrais conclure en réitérant que le nouveau Parlement n'est pas dysfonctionnel ou ingérable, comme certains commentateurs voudraient le faire croire. Il fait preuve d'une vitalité tout à fait saine et démocratique. Nous travaillons à bâtir des majorités constructives. Ce moment d'adaptation n'est pas inédit puisqu'au dix-huitième siècle déjà d'Alembert disait que « *L'ouverture du parlement est un moment intéressant.* ». En tant que Président de cette institution, je ne peux que vous le confirmer !